

# Fermer la parenthèse néolibérale

Jeudi, 23. janvier 2020

De: Journal Services Publics



Antonio Ponte - flickr

**L'USS dénonce la « désolidarisation » à l'œuvre en Suisse. Elle se battra pour étendre l'AVS et augmenter les salaires.**

« De très nombreux travailleurs et travailleuses qui bossent dur n'ont pas de vraies perspectives d'amélioration de leurs conditions de vie ». En cause: « l'accumulation de capital dans les mains de quelques-uns », qui s'accompagne d'attaques sans relâche aux systèmes de solidarité. C'est le constat dressé, début janvier, par Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse. Face à cette évolution, le dirigeant syndical appelle à une « fermeture de la parenthèse néolibérale ». Qui passe par des batailles concrètes, notamment sur les retraites et les salaires.

## Désolidarisation en marche

Le 9 janvier dernier, lors de sa première conférence de presse de l'année, l'Union syndicale suisse a publié les résultats d'une étude signée Daniel Lampart, économiste en chef à l'USS. Ce dernier y éclaire les mécanismes de « désolidarisation » à l'œuvre depuis les années 1990. Daniel Lampart cite notamment la réduction des prestations versées par l'assurance chômage et l'AI : « de plus en plus de personnes ont été poussées vers l'aide sociale et les prestations sociales par personne sans emploi ont nettement reculé ».

## 1990, le tournant

Dans les entreprises, le tournant est pris dans les années 1990, lorsque des licenciements massifs sont prononcés. En parallèle, les mécanismes d'externalisation se déploient à grande échelle; l'emploi temporaire se répand. Dans le secteur du nettoyage, la progression de la sous-traitance est impressionnante: de 50% au début des années 1990, la proportion des entreprises qui n'ont pas externalisé leurs activités de nettoyage est passée sous la barre des 20% en 2017. Une évolution qui continue, notamment au sein des hôpitaux publics. Au niveau des salaires, la conséquence est brutale: « Une employée de nettoyage dans une grande entreprises gagne un quart, voire un tiers de plus que si elle est embauchée par une entreprise de nettoyage », illustre Daniel Lampart.

## Retraites amputées

Autre champ de bataille: les retraites. Si les attaques contre l'AVS ont été récemment déjouées au niveau politique, elles sont cependant loin d'avoir cessé – pour preuve le projet AVS21, défendu par le conseiller fédéral Alain Berset. En parallèle, les rentes du 2e pilier n'arrêtent pas de baisser. Les salarié-e-s qui en ont les moyens tentent de répondre à cette baisse en misant sur des solutions individuelles de prévoyance (3e pilier, dont les montants sont en forte augmentation). Or le 3e pilier ne connaît aucun mécanisme de solidarité. Cette épargne est avant tout utilisée comme outil de défiscalisation et gérée par des banques et assurances privées, qui en retirent des bénéfices élevés. Daniel Lampart dénonce donc une « privatisation partielle et rampante de la prévoyance vieillesse » par ce biais.

### **Capitaux thésaurisés**

Au niveau économique, la Suisse se trouve dans une situation « totalement inédite », souligne l'économiste. Les cantons et la Confédération sont assis sur des fortunes estimées entre 90 et 257 milliards de francs. Les entreprises privées, elles aussi, « thésaurisent toujours plus de bénéfices » au lieu d'augmenter les salaires. Conséquence: la consommation par habitant a cessé de croître, et les taux d'intérêt bas font chuter les rentes versées par les caisses de pensions. On pourrait ajouter que l'austérité frappe de plein fouet le service public.

### **Retraites et campagne salariale**

L'USS conclut son étude par une série de mesures nécessaires pour inverser la tendance à la « désolidarisation ». Pour la centrale syndicale, les points forts de l'année seront le renforcement de l'AVS via son initiative pour une 13e rente, le combat contre l'initiative de limitation de l'UDC, ainsi qu'une campagne nationale pour augmenter les salaires.

Concernant la prévoyance vieillesse, la direction de l'USS défend aussi l'idée de consacrer une part des gigantesques bénéfices de la Banque nationale suisse pour financer l'extension de l'AVS. Elle plaide aussi en faveur du compromis qu'elle a tissé avec l'Union patronale sur les rentes du 2e pilier – baisse du taux de conversion de 6,8% à 6%, moyennant une série de mesures de compensation –, un compromis remis en cause par les partis bourgeois aux Chambres fédérales.

À travers ces batailles, l'USS veut faire avancer une ligne commune: « De la prévoyance vieillesse au climat, de la question européenne à celle des retraites et salaires, nous défendrons l'idée, simple mais efficace, qu'une relance concrète et forte de la solidarité et du progrès social est la condition nécessaire de tout projet d'avenir ambitieux ».